

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 403

Artikel: Des femmes en prison
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018635>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La route des lemmings

Battons le fer pendant qu'il est chaud ! Et à vrai dire, il y a des chances pour que ce fer-là reste brûlant pendant un bon bout de temps... Pierre Lehmann, au long de ses « points de vue » publiés dans ces colonnes depuis quelques mois, avait « traduit » de manière efficace (et prenant en cela aussi la relève de Gil Stauffer) un débat déjà ouvert dans les groupes cantonaux de travail du journal. Réactions d'André Gavillet (DP 400) et de Pierre Moor (DP 402). Aujourd'hui, la parole à Jean-Robert Yersin (Réd.).

Les écologistes connaissent fort bien un petit rongeur de la toundra : le lemming.

Cet animal se caractérise par un potentiel de reproduction très élevé, ce qui fait que la population des lemmings dépasse rapidement les possibilités de survie du milieu. Ils partent alors en grandes colonies vers le nord et finissent par se jeter à la mer en un suicide collectif inconscient. Notre société de Cro-Béton est caractérisée par la recherche de la croissance continue. Notre PNB doit augmenter et alors il est nécessaire que notre consommation d'énergie s'accroisse (selon les « prêtres » de la commission fédérale de l'énergie). Et pour faire marcher les socialistes : c'est la seule solution pour maintenir le bien-être et le plein emploi. Mais la pollution s'accroît d'autant (métaux lourds, fluor, pétrole, hydrocarbures halogénés), les villes de Cro-Béton deviennent peu à peu inhabitables, les sols disparaissent sous le béton ou sont victimes de l'érosion.

Les progrès espérés par le développement de la science et de la technologie sont anéantis par une utilisation aveugle et irresponsable (due à la recherche du profit).

Certes, nous ne sommes pas encore au stade de suicide collectif, mais la menace se précise pour les générations futures. Et il est vrai que les gouvernements d'aujourd'hui se montrent incapables

de lever le mythe de la croissance.

Le choix de la société est considéré comme inéluctablement défini et les questions touchent seulement la manière de poursuivre ce développement. Pourtant il serait temps de revoir nos conceptions et il est urgent de dépasser le stade de la simple dialectique. L'Europe des régions, la civilisation décentralisée, utilisant des technologies douces dans des cités idéales semble irréalisable. Pour qu'elle puisse s'instaurer rapidement, il faudrait repartir de zéro... après le départ des colonies vers la mer !

Dans la situation actuelle, seule la gauche semble en mesure de développer les alternatives tenant compte des nécessités écologiques. Mais pour cela il faut une évolution très nette, sortir de la lutte des classes et des clichés habituels. L'intérêt général doit l'emporter face à la somme des intérêts particuliers, que ce soit ceux du capital ou des syndicats. Il est nécessaire de développer un autre type de société, à visage humain, responsable et conscient des problèmes à long terme. Ce courant de pensée prend de l'ampleur chez les socialistes, (voir par exemple les travaux de la commission des transports et au niveau vaudois où une commission s'attaque aux problèmes de l'énergie).

Mais il reste bien du chemin à faire face à ceux que l'humoriste Lova Golovtchiner appelait « les socialistes suisses toutes tendances ». Face aux pollutions industrielles, face aux absurdes conceptions urbaines et architecturales, face au bétonnage aveugle, le seul moyen semble être, hélas, une politique rigoureuse et responsable. On ne pourra guère y échapper dans un premier temps. Au peuple de choisir s'il se trouve des hommes pour proposer l'alternative. Une dictature scientifique comme celle proposée par un éminent prix Nobel ne saurait arriver à un résultat sans la libre détermination des citoyens. Dans cette optique, le rôle de l'information est capital. Sinon continuons à poursuivre la course à la croissance avec la foi la plus aveugle en la science ... sur la route des lemmings.

J.-R. Y.

Des femmes en prison

Les détenues de la prison de Hindelbank (Berne) persévèrent. Après que soixante-trois des soixante-quatre détenues adultes que compte le pénitencier avaient signé une pétition, adressée au président de la Confédération Kurt Furgler, et demandant de meilleures conditions de détention, elles insistent en faisant parvenir une seconde missive au chef du Département fédéral de justice et police : elles exigent cette fois que leur soit garanti le droit de pétition après la publication par la direction de police du canton de Berne d'un communiqué stipulant que leur premier texte était dénué de tout fondement.

Ce n'est pas un hasard si ces détenues ont tant de peine à se faire entendre (le Groupe action prison parle de violations graves des droits constitutionnels et exige la démission immédiate du directeur de Hindelbank) : on sait bien que l'opinion helvétique n'est nullement prête à supporter une remise en question du système carcéral en vigueur ; d'où l'immobilisme tranquille des autorités compétentes.

Même climat à Genève où, il y a maintenant près d'un mois, les femmes détenues à la prison de Saint-Antoine se rassemblent et décident collectivement d'occuper d'une manière pacifique la cour de la prison afin de faire connaître leurs revendications. Ces revendications sont d'ailleurs développées dans une pétition qu'elles envoient à M. Guy Fontanet, président du Département de justice et police ... qui les refuse pour l'essentiel. Réactions caractéristiques dans la presse. La seule information qui paraît sur l'instant¹ réduit les revendications des femmes détenues à leur seul aspect sexuel. La demande des détenues de pouvoir rencontrer « librement et sans surveillance dans deux parloirs spécialement réservés à cet effet leurs époux légitimes » ou leurs amis a été

¹ « La Tribune de Genève » des 16 et 17 avril est heureusement revenue sur le sujet, à travers une synthèse complète de l'action entreprise.

transformée en un « désir de pouvoir satisfaire des appétits sexuels » (« La Suisse », 29.3.1977). La lenteur de la machine judiciaire accentue encore cette impression d'étouffement : deux femmes, sensibilisées par cette action, qui voulaient visiter des détenues isolées, se sont vu imposer un délai d'un mois avant d'obtenir une entrevue avec le Procureur général qui lui seul peut autoriser les visites.

Reste donc le problème général des conditions de la détention.

Si la manière dont est vécue la sexualité en prison est un des problèmes qui n'est pas résolu en Suisse, à la différence de la Suède par exemple, il n'en demeure pas moins en effet que la pétition des détenues genevoises met l'accent sur bien d'autres aspects que l'aspect « sexuel » : une visite d'une demi-heure encadrée par un gardien élimine souvent toute dimension affective et réduit une relation humaine à un échange de mots. Le système préventif doit-il nier ces relations humaines qui sont bien souvent la seule source d'espoir, permettant à long terme une réinsertion sociale meilleure ?

Cette préoccupation essentielle de ne pas être

coupé du monde s'exprime aussi dans un autre point de la pétition des détenues, à savoir le problème de la formation professionnelle. La réinsertion sociale ne commence pas seulement au sortir de la prison, mais doit être engagée à l'intérieur de celle-ci afin d'être résolue d'une manière plus efficace.

Les revendications des détenues doivent être vues comme des revendications légitimes, en rapport avec la réalité de la prison et non pas en fonction des « motifs » d'emprisonnement, des fautes commises.

La seule issue pour que ces revendications voient une fois le jour est que les détenues soient soutenues de l'extérieur et qu'une information plus large se diffuse. Une manifestation du comité « Nous sommes toutes en liberté provisoire » a déjà eu lieu le samedi 2 avril devant la prison, de même le mouvement « Terre des femmes » est prêt à engager une action de soutien.

Cette lutte légitime ne peut en effet aboutir sans un mouvement large et concret de solidarité féminine.

Pour tout contact : Terre des femmes, 3, avenue Weber à Genève (tél. 31 38 97).

s'agira de défendre des thèses éloignées de l'« économie sociale de marché »...

Cet Appenzellois (et des Rhodes intérieures, s'il vous plaît !) est fasciné par l'évolution économique de son canton, sa prospérité économique au XIXe siècle et son déclin. Le thème de la concentration économique est ainsi venu tout naturellement prendre une place de choix au cœur de sa réflexion.

L'un de ses articles parus dans feu la « National Zeitung », et qui nous avait particulièrement frappés, s'intitulait : « De quelle quantité de travail l'homme a-t-il besoin ? ». A vrai dire, il était dans la droite ligne de son « plan de relance » de l'économie suisse, conçu pour le même journal en collaboration avec Urs Gasche, et où l'accent était mis vigoureusement sur la rénovation urbaine et l'utilisation intensive des forêts. Dernière note : on ne s'étonnera pas de voir le cycliste Kappeler se préoccuper de pollution, de loisirs, de qualité de la vie...

Nouveauté des thèmes donc, mais aussi nouveautés des moyens, si l'on se réfère à l'action militante que le nouveau secrétaire de l'Union syndicale suisse développait parallèlement à l'exercice de sa profession de journaliste : des séries de cours, coupés de conférences, devaient diffuser les notions essentielles de l'économie, permettre à chacun de « participer » en toute connaissance de cause.

Cette approche nouvelle des problèmes économiques peut être une chance pour l'USS. Pendant les deux dernières décennies, caractérisées par la prospérité, l'action de la gauche socialiste et syndicale a eu pour cadre prioritaire les commissions, les parlements, les rencontres entre « partenaires sociaux », où elle faisait du reste bonne figure. Aujourd'hui, le terrain d'action se déplace progressivement, et le poids des représentants spécialisés dans la négociation est remis en question ; il s'agira aussi pour eux de trouver le contact plus nettement avec leurs troupes et de s'appuyer sur leur détermination. Le choix de Beat Kappeler ouvre de telles perspectives.

SYNDICATS

Beat Kappeler, une hirondelle peut-elle faire le printemps ?

Imagine-t-on Waldemar Jucker, l'ancien secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS), se pencher sur le fossé entre cantons industrialisés et cantons sous-développés, en utilisant comme point de repère le modèle « centre-périphérie », bien connu des spécialistes du tiers monde ? Réponse immédiate : non ! Tels sont pourtant le sujet et la méthode d'analyse choisis par son successeur (voir aussi rubrique « Dans les kiosques »), Beat Kappeler, pour le dernier dossier qu'il a remis à la « Weltwoche ».

L'exemple est révélateur d'un changement d'orientation important. Ce phénomène méritera

d'être suivi de très près. Cela dit, la continuité n'existe pas moins entre Jucker et Kappeler : on peut dire que les patrons de l'USS ont parié aujourd'hui comme hier sur le sérieux, sur la « qualité suisse ».

Les chiffres dont Kappeler, économiste reconnu de longue date, illustre ses thèses sont exacts au centième près. Ses démonstrations linéaires évitent aussi bien le slogan, clin d'œil à l'auditeur bienveillant, que la provocation qui blesse inutilement l'adversaire.

Cette élégance formelle, qui perce jusque dans la tenue vestimentaire, ne sera pas inutile lorsqu'il